

LES CONVERSATIONS DE GOUVIEUX

QUESTIONS CRUCIALES POUR LE MODÈLE D'ARMÉE FUTUR



Général Jean-Paul Paloméros.

LES ENTRETIENS DE « GOUVIEUX » ONT, UNE NOUVELLE FOIS, PERMIS DE FAIRE UN VASTE TOUR D'HORIZON DES DÉFIS QUI SE PRÉSENTENT À COURT, MOYEN ET LONG TERME POUR LES FORCES ARMÉES FRANÇAISES, EN S'APPUYANT SUR LE TÉMOIGNAGE DE HAUTS RESPONSABLES MILITAIRES ET CIVILS AINSI QUE DE REPRÉSENTANTS DE L'INDUSTRIE DE DÉFENSE.

À ce titre, les conséquences du déclenchement sur le continent européen d'une guerre par une grande puissance membre permanent du conseil de sécurité des Nations Unies contre un pays voisin souverain a constitué un fil conducteur mais non exclusif des échanges. Sans remettre en question dans l'immédiat les grands choix stratégiques opérés durant la dernière décennie, et en particulier dans le cadre de la loi de

programmation militaire 2019-2025, le retour d'engagements de haute intensité et du phénomène d'attrition pose des questions cruciales pour le modèle d'armée futur, tant pour les capacités opérationnelles clés ou déficitaires, que pour la résilience de nos forces armées, leur aptitude à durer et à inter opérer avec nos Alliés.

LA RECHERCHE D'UN JUSTE ÉQUILIBRE.

Dans cette perspective, au-delà des questions de financements

qui découleront des choix politiques, une première question porte sur la recherche d'un juste équilibre entre la qualité des systèmes d'armes modernes et le volume des équipements nécessaires, y compris les stocks de rechange et, bien entendu, les munitions de toute nature. Cet équilibre repose en particulier sur l'indépendance de l'industrie de défense et sur son aptitude à remonter en puissance dans des délais acceptables.

Un autre terme de cette équation porte sur l'innovation collaborative qui doit permettre d'optimiser l'emploi de systèmes existants aussi bien que d'accélérer le développement d'usages et de technologies nouvelles, voire de rupture. Enfin, la dimension humaine qu'imposent les conflits de haute intensité représente sans doute le défi le plus aigu, qui plus est après les réductions d'effectifs massives de la dernière décennie.

Cette question de potentiel humain est d'autant plus importante que, désormais, de nouveaux domaines de lutte sont à couvrir, la cybersécurité, l'espace exo-atmosphérique, les champs de l'information, de la connaissance et de l'influence. Plus que jamais, une gestion dynamique des compétences s'impose, elle doit reposer sur une vision de long terme et une remise à niveau de la condition militaire en phase avec les attentes de notre société. Le rôle de la réserve opérationnelle et sa préparation doivent désormais être sanctuarisés comme un élément constitutif de l'emploi des forces armées.

NOUVELLE POSTURE DE DÉFENSE.

Cette nouvelle posture de défense doit s'inscrire dans le cadre des engagements de la France au sein de l'Union Européenne, de l'Alliance Atlantique et des différents accords stratégiques dont elle est partie. Au sein de l'OTAN, la question de dépendance vis-à-vis des États Unis se pose d'une manière plus crue que jamais. Elle est exacerbée par la vente massive de systèmes d'armes américains à de nombreux pays européens à l'instar du F35.

Vue de la France, l'indispensable solidarité stratégique qui sous-tend l'Alliance ne doit pas conduire à une dépendance excessive. Elle impose, au contraire, un certain niveau d'autonomie stratégique pour les Européens qui doivent prendre leur pleine part de la charge de défense (Burden sharing). L'existence d'une industrie de défense crédible, compétitive, innovante représente dans ce cadre un enjeu particulièrement important.

L'Union Européenne, qui compte aujourd'hui 21 des 30 pays membres de l'OTAN, constitue le cadre idéal de l'expression de cette autonomie stratégique dont la défense ne constitue qu'un pilier au côté de l'énergie, de l'espace numérique, des matières premières et métaux rares ou encore de la santé.

■ **Général Jean-Paul Paloméros, ancien chef d'État-Major de l'Armée de l'Air et commandant allié Transformation au sein de l'OTAN**